nous devons accepter la déclaration du député et celle du ministre, même si elles sont contradictoires. Nous ne pouvons pas cependant permettre à l'honorable député de Mégantic de poursuivre la question par voie de question de privilège.

M. Langlois (Mégantic): J'accepte votre décision, monsieur l'Orateur, et je considérerai ceci comme une rectification au compte rendu officiel.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE GAULLE

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais commenter brièvement une déclaration que le général de Gaulle a faite hier, alors que je quittais Londres pour revenir au Canada, et dont je n'ai pris connaissance qu'à mon arrivée au pays. Il est peut-être aussi bien que je n'aie pas eu l'occasion de la lire avant de prendre la parole hier à Londres.

Avant que je fasse cette déclaration, monsieur l'Orateur, vous me permettez peut-être, à titre de premier ministre, d'exprimer mon appréciation de l'amabilité avec laquelle le gouvernement britannique m'a reçu au cours de notre visite à Londres la semaine dernière et du privilège qu'il m'a accordé, en cette période très difficile qu'il traverse, de discuter avec lui de certaines questions intéressantes le Commonwealth ou l'ensemble des nations. Nous avons discuté en particulier de la situation à Chypre, qui a été si dangereusement explosive ces derniers jours et qui pourrait avoir un effet presque fatal sur l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, si on la laissait dégénérer en un conflit armé entre ces deux membres de l'OTAN sur le territoire d'un pays du Commonwealth.

Monsieur l'Orateur, dans ma déclaration du 25 juillet 1967 au sujet de certaines remarques qu'avait faites le président de la République française, j'ai dit que le Canada a toujours eu un lien spécial avec la France, qui est la mère patrie d'un si grand nombre de ses citoyens. J'ai déclaré que nous attachions une très grande importance à notre amitié avec le peuple français et que le gouvernement du Canada a toujours voulu, comme encore maintenant, encourager cette amitié. J'aimerais confirmer ces propos aujourd'hui, monsieur l'Orateur.

Je n'ai pas l'intention de traiter en détail de la déclaration que le général de Gaulle a faite hier à la presse et qui était rédigée très

[M. l'Orateur.]

soigneusement. La déclaration du général de Gaulle sèmera évidemment la discorde au Canada. Je suis sûr que les Canadiens l'accueilleront avec réserve, comme je le fais aujourd'hui, afin de ne pas servir la cause de ceux qui voudraient désunir et diviser notre pays. (Applaudissements)

A mon sens, cette déclaration a dénaturé en partie l'histoire du Canada, a présenté sous un faux jour certains faits contemporains et a mal prédit l'avenir. Il ne s'agissait pas d'une simple remarque sur les politiques intérieures ou étrangères du Canada, remarques que nous aurions pu ne pas relever; c'était l'intervention, dans ces politiques, du chef d'un État étranger, et comme telle, elle est inadmissible. En effet, monsieur l'Orateur, il est intolérable dans ce cas que le chef d'un État ou d'un gouvernement étranger recommande une ligne de conduite, politique ou constitutionnelle, qui saperait la Confédération canadienne et l'unité de l'État canadien.

L'avenir du Canada, monsieur l'Orateur, sera décidé au Canada, et ce sont les Canadiens qui en décideront. (Applaudissements)

Je suis convaincu, et je sais que tous les députés le sont aussi, que tous les Canadiens, de langue française comme de langue anglaise, sont capables et auront la sagesse de prendre la bonne décision. Ils le feront à leur façon et par les moyens démocratiques dont ils disposent. Je crois que cette décision exigera que d'autres amendements soient apportés à la constitution pour mettre notre fédéralisme à jour et pour assurer, entre autres choses, que les droits des Canadiens français, qui forment l'un de nos deux groupes fondateurs, linguistiques et culturels, ou sociétés si l'on préfère, soient reconnus et respectés au Canada.

J'admets aussi que le gouvernement fédéral, tout gouvernement fédéral, devrait encourager et favoriser des relations culturelles spéciales et étroites entre les Canadiens français, la France et les autres pays francophones. En fait, monsieur l'Orateur, c'est ce que nous faisons. Personne ne saurait le contester, sauf ceux qui veulent utiliser ces relations pour détruire la compétence du gouvernement fédéral en matière de politique étrangère, ce que nous n'acceptons pas.

Le Canada est un pays libre et son peuple se gouverne lui-même. Les Canadiens du Québec et des autres provinces ont le droit d'exercer pleinement leurs droits politiques lors des élections fédérales et provinciales. L'autodétermination n'est rien de nouveau pour nous. (Applaudissements) Nous n'avons